



BI-MENSUEL
ROYALISTE

DU 7 AVRIL
AU 20 AVRIL 1976

6E ANNÉE

*l'europe coule
page 3*

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

NOUVELLE ACTION FRANCAISE

N°223 3 F

maurice clavel :

la grande

pitié de

l'église



repères

Trois parties dans ce numéro (en espérant qu'il échappera aux entreprises terroristes).

— La première (notre centrale) est consacrée au dernier livre de Maurice Clavel. Invité pour la seconde fois dans notre journal, c'est lui-même qui nous explique pourquoi il a écrit ce texte au titre étrange — et qui fera du bruit ! Il est rare en effet de voir un écrivain gauchiste s'en prendre à la gauche et au Concile, tout en appelant à une révolution culturelle. C'est un des signes de cette renaissance spirituelle dont nous reparlerons dans quinze jours, avec Olivier Clément. Mais cette semaine déjà Michel Jobert en donne, dans son dernier livre, un autre témoignage (rubrique Lire).

— La seconde concerne la monarchie. Celle de Louis XV, révolutionnaire pour son temps, que Gérard Leclerc découvre dans sa chronique, après avoir lu le livre de Paul de Perugia. Celle, aussi, du duc d'Orléans, qui fut le Prince que le jeune Maurras sut écouter : que serait un royaliste qui oublierait ou négligerait la politique du Prince ?

— La troisième porte sur les difficultés présentes, à travers la politique monétaire (l'article de Philippe d'Aymeries), les problèmes du chômage et de l'inflation (à propos du dernier livre de Sauvy, rubrique Lire), des travailleurs du rail (rubrique Nation française) ou de la violence (l'article de Michel Fontaurelle).

Le lien entre ces trois thèmes ? C'est l'esprit de révolution, que manifeste Clavel, qu'incarne la monarchie, et qui peut, seul, donner une inspiration positive à la politique de notre temps.



Edité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris (1er)
Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 193.14 Z
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel et sont la propriété de la N.A.F.

Imprimé en France

naf 223 - page 2

la presse au crible

L'ALIBI AMERICAIN

La peur du repli américain, le jeu soviétique en Afrique avec l'affaire angolaise ne sont-elles pas un bon prétexte pour pleurer sur le grand allié américain qui bientôt ne nous protégera plus. Dans l'APPEL de ce mois, Philippe de Saint-Robert remet les choses en place. Les Etats-Unis n'ont pas du tout renoncé à leur entreprise hégémonique en Europe.

« Jamais l'hégémonie du dollar n'a autant exploité l'économie européenne, n'y a autant exporté d'inflation et de chômage.

Jamais les Américains ne se sont donné autant de mal pour exclure l'Europe de la compétition technologique avancée, pour la conduire à renoncer aux industries de pointe qu'elle se révèle parfaitement capable d'avoir et de pousser. Cette mainmise américaine sur les seuls marchés qui importent vraiment est beaucoup plus évidente et réelle que toutes les mésaventures politico-militaires d'Afrique ou d'Asie — dont nous savons bien qu'elles ne guettent pas moins la Russie que l'Amérique. »

Comme par hasard certaines informations n'apparaissent pas dans les journaux qui jettent les cris d'alarme.

« On tait dans la presse que les négociations « Salt » sont arrêtées, que Brejnev a renoncé à se rendre à Washington parce que les Américains, qui se font désormais passer pour moins armés que les Russes, se sont lancés dans la confection d'armements nouveaux — « missiles rampants » pouvant échapper au système de protection classique — qui apparaissent aux Russes comme contraires à l'esprit et à la lettre des entretiens de Vladivostok : les Russes agitent aussi leur « menace américaine... »

Au demeurant, le système des blocs établi depuis Yalta implique que l'U.R.S.S. dispute d'égale à égale avec les Etats-Unis. Dans l'affaire nous ne sommes que des pions voués aux jeux des grands.

« Disons qu'aujourd'hui comme dans les années cinquante, de triste mémoire, la menace soviétique a bon dos. Non que les Russes n'aient aucune prétention, ni aucune ambition. Mais, une fois de plus, il ne s'agit pas de nous inviter à y répondre par nous-mêmes ; il s'agit au contraire de mettre, à partir de cette menace, et en la défigurant, notre liberté et notre défense une fois de plus en tutelle. Il s'agit de nous rameuter autour de l'hégémonie américaine, dont on ne cesse dans le même temps de nous décrire les reculades et les échecs. A moins qu'on ne nous suggère comme la plus subtile réponse de constituer un bloc franco-allemand qui, à l'en-droit de ce qu'on dit être une menace ou une ambition soviétique, serait bien évidemment la plus imbécile

cile des provocations, non du fait de ce qu'est la France, mais du fait de ce qu'est l'Allemagne. Il est étrange que toutes les politiques soient envisagées, sauf celle qui permettrait à la France de rester elle-même et de jouer en Europe et dans le monde le rôle qui est le sien. Et non moins étrange que, si personne ne croit plus en ce rôle en France même, il continue à ce point d'inquiéter quelques partenaires abusifs qui se donnent tant de mal pour réduire ce qu'il en reste. »

On ne se lassera jamais de le redire : la protection américaine, illusoire, surtout depuis l'ère atomique n'est qu'un alibi à la lâcheté, à l'abandon. Il n'est de salut pour nous que dans une politique d'indépendance au niveau de la défense, à ceux de l'économie et de la politique étrangère.

LE REVELEUR ETUDIANT

Dans notre dernier numéro, le collectif des étudiants de la N.A.F. soulignait les raisons de la légitime colère étudiante. L'immixtion massive du capitalisme dans l'Université tend à la rendre entièrement serve des mécanismes du marché. Hervé Hamon dans POLITIQUE HEBDO du 25 mars fait à ce propos des remarques pertinentes :

« Reste que le cynisme de la réforme n'est pas le résultat de la méchanceté des hommes. L'évolution de la logique capitaliste est telle que l'instrument « progressiste » que fut l'appareil éducatif ne peut aujourd'hui garantir l'adéquation entre la libre acquisition du savoir et la préparation au métier. René Haby et Alice Saunier-Seïté — dans l'environnement idéologique et économique qui est le leur — n'ont guère d'autre alternative que le recours au numerus clausus et à l'adaptation de la formation au marché du travail. Bien sûr, les marges demeurent quelque peu fluctuantes et l'on devrait créer des emplois dans la fonction publique, financer des instituts de recherche indépendants, etc. Mais ce qui est plus profondément en cause, c'est la division sociale du travail, c'est le cœur du système. »

Evidemment : Les étudiants servent de révélateur à la structure profonde de notre société. Ce qui est en cause c'est la division sociale du travail, mais c'est aussi la culture qui est le vrai fondement des sociétés et où s'enracinent les structures de travail et de sociabilité. Les étudiants sauront-ils le comprendre ? C'est de leur prise de conscience que peut naître un autre Mai, plus décisif.

A PROPOS DE SOLJENITSYNE

Dans le courrier des lecteurs de LUTTE OUVRIERE du 27 mars, on discute de l'anticommunisme de Soljenitsyne. Selon L.O. l'écrivain russe n'a aucun droit à critiquer le

régime soviétique : ce n'est pas un communiste, un vrai, qui seul pourrait légitimement s'en prendre à la caricature soviétique. Bien plus :

« Quant aux Russes, nous ne pensons pas qu'ils soient des ultra-capitalistes ni que l'URSS soit un impérialisme. L'absence de liberté et l'oppression qui règnent là-bas ne doivent pas nous aveugler. C'est un régime issu d'une révolution ouvrière victorieuse et qui a par la suite dégénéré sous le poids de l'arriération économique, sous la pression de l'encerclement capitaliste, à cause du retard de la révolution mondiale et d'un isolement prolongé. C'est un régime insupportable, mais dans la lutte historique entre le prolétariat et la bourgeoisie, il représente quand même le produit, aussi dégénéré soit-il, de la première et unique victoire prolétarienne. »

Quand même, eh oui, quand même, il représente l'espoir prolétarien ! Décidément, quand on est dans la logique léniniste on ne peut renier la patrie soviétique. Ce qui donne mille fois raison à Soljenitsyne. Le Goulag a commencé en 1848, et tout ce qui se réclame du système de pensée marxien convoite le totalitarisme. Y compris Arlette. C'est bien triste.

LA DROITE GENIALE

Il y a bien longtemps que nous n'avions pas autant ri à la N.A.F. et Dieu sait pourtant que nous n'aimons guère la mélancolie. Mais quand la « droite intelligente » veut rouler sa caisse et expliquer qu'à gauche ce sont des minables, pardonnez, mais c'est irrésistible. Mille fois merci à l'âme charitable qui nous a transmis ITEM (pour nous c'est trop cher : l'abonnement 275 F). Un vrai pot-pourri : une chatte n'y retrouverait pas ses petits. Cette honorable revue a demandé à des écrivains de définir la droite, cela vous donne un brouet insipide d'où émerge une seule certitude : la droite c'est bien, la gauche c'est moche. Ici ou là quelques réflexions pertinentes, l'ensemble indigeste, mais ce n'est pas le meilleur. Dans le même numéro un tableau où sont classés selon leur génie et leur position politique quantité d'écrivains et journalistes. (Parmi eux Bertrand Renouvin classé à gauche...) Les écrivains ont droit à des attentions particulières. On indique s'ils sont remarquables, ou s'ils valent le détour, s'ils sont seulement intéressants, ou encore s'ils sont vraiment nuls ! Comme par hasard, les « nuls » sont tous des hommes de gauche. Parmi eux, Michel Foucault, Jean-Marie Domenach... Décidément quand la droite intelligente s'insurge contre le terrorisme de la gauche, on se dit qu'un terrorisme pourrait bien se substituer à un autre. N'empêche, ils sont géniaux.

Jacques BLANGY

le franc flotte l'europe coule



Lorsque fut institué le mécanisme du « serpent monétaire européen » après la crise monétaire de 1971, due essentiellement aux manipulations officielles du dollar U.S., chacun pouvait penser qu'un pas important avait été fait vers l'unité monétaire de l'Europe. Mais le dispositif originel, mettant en place une assez stricte discipline monétaire entre les pays européens, ne joua véritablement que durant quelques mois. Le départ de la livre anglaise, de la livre irlandaise et de la lire italienne allaient préfigurer les difficultés du franc français.

L'actuelle crise monétaire apparaît ainsi comme un prolongement logique de la rupture du système de Bretton-Woods, consacrée dans les faits par la première dévaluation du dollar U.S. en décembre 1971 et les accords de Washington qui, immédiatement après, fixèrent à un maximum de 4,5 % les marges de fluctuation des monnaies par rapport à leur parité officielle (1). Mais cette crise apparaît comme plus grave que les précédentes car elle intervient justement au moment où la reprise des économies occidentales semblait devoir s'amorcer sérieusement.

Les faits sont connus. Après avoir abandonné le serpent en janvier 1974, mesure prise à froid afin de préserver les réserves en devises de la France, le franc français le réintégrait en juillet 1975. Mesure politique qui tenait à cœur au président de la République soucieux de marquer son attachement à l'Europe. Mesure volontariste, économiquement dangereuse, équivalant à une réévaluation « de facto » de notre monnaie alors que la santé de notre économie (inflation, chômage, activité industrielle, balance des paiements) était loin d'être satisfaisante.

Depuis lors les difficultés de l'économie française, la très sensible perte de confiance des milieux d'affaires internationaux envers la gestion de M. Giscard d'Estaing, les discrètes mais pesantes interventions du patronat français en faveur d'une dévaluation de notre monnaie, ont placé cette dernière dans une posture de plus en plus difficile obligeant la Banque de France à utiliser ses réserves de change pour soutenir son cours à l'intérieur du serpent.

Aussi lorsque la spéculation in-

ternationale (2) s'est attaquée à la livre sterling — sortie du serpent depuis juin 1972 — les opérateurs sur les marchés des changes internationaux ont précipitamment arbitré cette devise contre du dollar U.S. puis du deutsche mark jugé plus rassurant. La hausse rapide de la monnaie allemande a obligé la France à intervenir pour maintenir le franc dans le serpent, c'est-à-dire dans une marge de 2,25 % avec le deutsche mark. Et en trois mois, la Banque de France aurait ainsi utilisé l'équivalent de 14 milliards de francs, soit près du tiers de nos réserves de changes, pour soutenir le cours de notre monnaie. Alors que paradoxalement, les « spéculateurs » (3) jouaient plus sur la hausse du deutsche mark, sa réévaluation même, que la baisse du franc.

Mais la situation était devenue intenable et la sortie du serpent inévitable pour le franc. D'autant plus que contrairement aux Allemands, les autres associés du serpent refusèrent d'élargir les limites de fluctuation ce qui aurait permis — au moins pour un temps — au

franc de rester au sein du serpent.

Pour la France, c'est donc un constat d'échec. Echec d'une politique économique interne caractérisée par l'indécision, l'absence de vues à long terme. Echec d'une politique européenne grâce à laquelle M. Giscard d'Estaing espérait bien voir sa cote personnelle remonter.

Bien sûr la sortie du serpent s'analyse dans un premier temps comme une légère dévaluation de notre monnaie. Mais il est imprudent d'affirmer qu'elle favorisera nos exportations : avec la même somme en marks, les Allemands pourraient acheter plus de marchandises en francs, mais la quasi-inexistence de notre politique exportatrice transformerait rapidement cet avantage passager en hausse des prix des produits exportés — sur la base des prix exprimés en francs. D'un autre côté, il est indéniable que nos importations nous coûteraient plus cher. Des deux côtés, on ne peut donc attendre d'une telle mesure qu'une relance de l'inflation.

Mais l'échec n'est pas seulement français, il est aussi européen. Car

le franc belge est lui aussi fortement attaqué : pendant quelques jours, on parla même de dévaluation. Quant à la lire italienne, sa chute continue se passe de commentaires. Mais laisser sa monnaie se dévaluer « de facto » (comme le font la Grande-Bretagne, l'Italie, et, dans une moindre mesure, il est vrai, la France) n'est-ce pas tourner en définitive et de façon fort commode les réglementations communautaires interdisant les restrictions tarifaires à l'importation ?

Chaque pays européen (sauf l'Allemagne et le Benelux) agit ainsi, comme s'il voulait exporter son chômage et se débarrasser de ses problèmes intérieurs sur ses voisins.

Le répit temporaire constaté ces jours derniers sur le marché des changes (4) est bien trompeur car la tempête menace encore toutes les monnaies européennes. Faute d'avoir compris que « battre monnaie » était un acte éminemment politique, en mettant la charrue avant les bœufs, l'unité monétaire en apparence plus aisée — avant l'impossible unité politique, les responsables européens ont sans doute fait revenir l'Europe vingt ans en arrière.

Philippe d'Aymeries

LE « SERPENT MONETAIRE EUROPEEN »

En application des accords de Bâle (21 avril 1972) et de Bruxelles (11 mars 1973), les monnaies des pays de la C.E.E. et des pays associés sur ce point (Suède, Norvège) varient entre elles, de telle façon qu'à un moment donné la marge entre deux monnaies soit au maximum égale à 2,25 %.

En fait, les monnaies concernées « flottent » de façon concertée et leurs variations restent donc contenues dans une zone flexible, sorte de « tuyau » souple de diamètre toujours égal.

Dans un premier temps ce flottement concerté était limité par l'existence de parités fixes vis-à-vis du dollar. En mars 1973, le dollar dévalue et devient une monnaie totalement flottante. Le serpent était donc devenu la seule zone monétaire d'une certaine stabilité.

(1) Depuis 1944, date des accords de Bretton-Woods, cette marge de fluctuation avait été fixée à + ou - 1 % par rapport à la parité officielle, soit au total 2 %.

(2) En fait il semblerait d'une part que la Banque d'Angleterre ait volontairement laissé baisser le cours de la livre sterling, d'autre part que le Nigeria aurait procédé à des ventes massives des livres sterling en sa possession.

(3) C'est-à-dire, pour les masses les plus importantes, les directeurs financiers des grandes entreprises internationales, soucieux de gérer leur trésorerie au mieux des intérêts de leurs firmes.

(4) Cet article a été rédigé le 28 mars.



par
gérard
leclerc

Son peuple l'avait appelé « le bien-aimé », et en dépit des insultes et des calomnies, il le resta jusqu'au bout, et même au-delà. A lui seul, il signifie tout ce que le XVIII^e siècle représente de civilisation, de progrès et de lumières (et ces lumières ne se concentrent nullement dans une Encyclopédie très surfaite). Poursuivant l'œuvre de ses pères, il fit de la France le pays le plus favorisé du monde. En dépit de la réaction des privilégiés, il fit à lui tout seul la révolution royale, révolution malheureusement brisée au règne suivant et provoquant ainsi la victoire bourgeoise de 1789. Tel fut Louis XV, une des figures les plus nobles de la famille capétienne, l'une des plus salies en raison de sa grandeur, de son mystère et du formidable enjeu politique, métapolitique, métaphysique qui fut celui de ce siècle, au grand tournant de notre histoire. Pour que je m'en rende compte, il aura fallu ce gros volume de notre ami Paul del Perugia, qui se veut superbement l'inconditionnel du plus diffamé des Bourbons (1).

A ceux qui crieront à l'hagiographie, on est obligé de répondre que c'est justice que quel'un, enfin, prenant le contrepied de cette intelligentsia haineuse qui multiplia les faux diffamatoires, pieusement recueillis par un Michelet au siècle suivant, et non moins pieusement en son temps par le clan clérical, fasse l'apologie intégrale de la victime que trente ans de travail lui ont rendu présente au point d'en devenir l'ami. Au surplus, si les historiens et les autres contestent ce livre, il leur faudra travailler dur, réfuter cette immense documentation, cet arsenal de témoignages qui font la substance du livre. Bon travail, messieurs ! En attendant, les images de mes manuels scolaires sont bel et bien pulvérisées. Qui n'est pas encore persuadé que Louis XV mourut détesté de son peuple, transféré puis inhumé à Saint-Denis, sous les insultes ? Moi-même, avant d'avoir lu Paul del Perugia. Comme si les cris d'un brailard enivré sur le passage du cortège funèbre pouvait effacer la douleur unanime, l'immense hommage d'un pays en deuil et d'une Europe où amis et ennemis rendirent justice au roi défunt. Et ce pauvre Manceron, dont les gogos

louis XV retrouvé

pourtant lettrés avalent toutes crues les fables, il est clair à suivre le travail critique de del Perugia qu'il s'appuie entièrement sur les pamphlets des libéraux, (cette mince écume coupée du peuple), voulant faire avaler la couleuvre d'un roi taré, dégénéré à force de débauches. Les bons apôtres hypocrites et réactionnaires ! Fascinés par une Angleterre engagée dans le plus abject des capitalismes.

le roi...

Mais avant d'en revenir là, c'est le roi qu'il nous importe de connaître, d'approcher, comme il était donné à tous de le faire, dans un Versailles ouvert à tous les vents, et dans ces villages d'Ile-de-France que Louis XV ne cessa de parcourir prenant part aux joies, s'associant aux deuils des plus humbles. Sans le roi vivant en rapport direct avec son peuple, la monarchie n'est qu'une théorie qui échappe à ce qui fit le ressort essentiel de l'institution capétienne : l'engagement total ; sacré d'une personne vouée à un peuple qui, en échange, lui voue une fidélité inentamable. A cela, certains esprits forts opposeront que la politique, c'est autre chose que des liens affectifs. Peut-être, mais les liens affectifs ne lient jamais que parce qu'ils se rapportent à l'Etre, comme les liens de tendresse dans une famille. Hors de l'enracinement ontologique, il n'y a que les idéologies, et que les « kraties », dictatures du nombre, de l'argent, des privilégiés, ou encore les « systèmes » fondés sur l'anonymat où se camouflent les intérêts de classe. Il y aurait ainsi toute une étude à faire à partir des travaux de Michel Foucault sur le passage du roi au système qui apparemment décentralise l'autorité mais de fait la rend omniprésente dans une société soumise à des procédures raffinées de coercition. Du pouvoir dynastique à la technologie qui investit le corps social et à la bureaucratie que Michel Crozier définit comme la fuite du face à face, il y a une mutation de civilisation rendue possible par la mort du père et donc par la fin de tout rapport humain et l'oubli de la politique comme souci.

Donc revenons au roi. Il ne nous est pas indifférent de savoir que le petit Louis, orphe-

lin de père et de mère, grandit à Vincennes, mêlé à une bande d'enfants, ayant pour compagnon le fils d'un travailleur parisien qui recevait les honneurs royaux, lorsque l'enfant royal n'avait pas été sage... Louis XV eut une éducation solide, une culture étendue aux sciences pour qui il eut toujours du goût, et aux techniques qu'il pratiqua toute sa vie. Se dessine déjà un aspect du règne : « A maintes reprises il s'enferma avec Soufflot ou Ledoux pour revoir, crayons en mains, leurs plans. Son imagination a vécu l'extraordinaire décor d'urbanisme qui fit longtemps de Paris, de Bordeaux, de Rennes, de Montpellier, d'Aix, de Nancy... des villes radieuses. Son indifférence polie pour les littérateurs, son amour pour les mathématiciens marqueront un aspect de son action royale. » Sait-on qu'il subventionna des savants français ou étrangers pour faire des relevés cartographiques aux pôles et à l'équateur, en Sibérie, au cap de Bonne-Espérance et dans les terres australes ? Sait-on que la physique, la botanique, l'ethnographie le passionnaient ? De même l'astronomie, les recherches sur l'électricité.

Si « les lumières » signifient autre chose que le ridicule rationalisme des très pauvres « philosophes » du temps, Louis XV peut revendiquer le titre de prince des lumières. On a pu l'opposer aux despotes éclairés, admirés de Diderot, et même de Voltaire (2), il s'oppose en effet à eux mais sur un terrain bien précis. Cet infatigable travailleur, à l'intelligence aigüe, connaissant mieux que ses ministres le détail des dossiers, fut toute sa vie un fervent chrétien. Cela surprend, scandalise : ce débauché ! Eh oui, il faut lire Paul del Perugia qui a, mieux que quiconque, pénétré le cœur de ce prince mystérieux, fuyant Versailles pour s'enfoncer dans les forêts, amoureux du recueillement, dévot, exact à suivre les offices et faible devant la chair. Je ne veux pas développer ce dernier chapitre : Louis XV et les femmes ; son biographe fait le point avec tant de délicatesse et de science qu'on ne pourra plus dire les sottises habituelles sur le roi gouverné par ses maîtresses, honni pour cela par ses sujets.

Ses faiblesses valurent à Louis XV des persécutions inouïes de la part des Jésuites, des pressions intolérables que personne ne supporterait aujourd'hui et dont il sut assumer la charge amère. Cela n'entama jamais sa fidélité envers l'Eglise, sa foi et sa dévotion. Voilà qui le particularise singulièrement par rapport aux princes du temps, au grand Fré-

déric, foncièrement athée. Son christianisme authentique se manifestait dans ses œuvres, sa charité sans cesse agissante, sa compassion pour ses ennemis, pour les plus pauvres. Et surtout pour son peuple dont il voulut le bonheur et pour qui il travaille avec acharnement.

... et son peuple

S'il faut caractériser brièvement l'enjeu du règne, la grande affaire politique qui domine les autres et sera décisive pour le destin de la monarchie, on pourra dire que tout est suspendu à la nécessaire révolution royale. La régence au lendemain du long règne de Louis XIV a vu le retour des grands, l'affirmation des féodalités à l'encontre de l'autorité de l'Etat. Toute la trame de la politique de Louis XV est faite de la lutte avec les privilèges pour imposer l'égalité devant l'impôt, de meilleures ressources à l'Etat (ces ressources qui ont manqué cruellement pour faire la guerre outre-mer), et une transformation de la justice. Mais pour faire cette révolution, il fallait réduire des oppositions considérables. Ainsi que le notait Pierre Gaxotte : « A y regarder de près, on s'aperçoit vite que la couronne ne disposait que d'un très faible appareil administratif et militaire. Ses deux grandes forces étaient le respect et l'attachement des sujets. Ces sentiments ruinés ou affaiblis, il ne manquait pas dans le royaume d'institutions assez fortes pour la tenir en échec. Assemblée du clergé, états provinciaux, Parlements : autant de corps puissants et ambitieux, prêts aux revendications les plus

audacieuses. » Un jour, ce roi que l'on prétendait sans volonté, sut se montrer pour les grands plus dur que ne l'avait jamais été Louis XIV. Il fit un véritable coup de force, renvoyant les Parlements, exilant les parlementaires. Neuf mois plus tard, il proclamait : « Tous mes sujets me sont également chers. La même bonté et le même ménagement s'étendront à tous. Je n'ai d'autres desirs que de soulager en rendant les charges égales. » Il s'agissait alors de créer une fiscalité moderne, assurant l'égalité devant l'impôt. Louis XV était seul à opérer cette révolution dans l'Europe des Lumières.

C'est le grand paradoxe du XVIII^e siècle : l'intelligentsia n'a d'yeux que pour l'Angleterre, elle considère son propre pays et ses institutions comme rétrogrades. Et pourtant, à ce moment même le parlement de Londres décide la dépossession légale des petits propriétaires ruraux. « *Petits propriétaires, bergers, manouvriers, artisans des villages, tisserands, laboureurs furent rabattus sur les centres manufacturiers : Manchester, Liverpool...* Ainsi fut alimenté par l'afflux de ces expropriés campagnards, un vivier de main-d'œuvre corvéable à merci où les industriels puisaient légalement au gré de leurs besoins. Cet immense paupérisme détermina un régime délibéré de bas salaires. » A l'égard des campagnes, tout autre était la politique de Louis XV qui au contraire s'employa à favoriser les petites propriétés, à améliorer les méthodes : « *La réglementation des communaux et des vaines pâtures, étudiées suivant la morphologie des provinces, lui attacha les classes agricoles, Louis XV engagea les structures de l'agriculture française dans une évolution qui demeura pratiquement inchangée jusqu'au « remembrement » du XX^e siècle calculé pour de bien d'autres objectifs.* » Le vrai révolutionnaire, c'était évidemment Louis XV et non ces libéraux acquis au capitalisme esclavagiste.

D'un sûr instinct, la France dans ses profondeurs savait que le roi était de son côté.

Il en avait toujours été ainsi. Louis XV était dans la continuité. Mais quelle popularité ! Aucun régime n'a jamais été porté par une telle ferveur. Le jeune Louis XV est malade. On craint pour sa vie. Stupeur, chagrin. Il est sauvé. Spontanément Paris se met en fête pour quinze jours, avec une fougue qui fait paraître mièvres les plus réussies de nos fêtes populaires ! Et cette France dans l'accablement au moment de la maladie de Metz et le torrent d'enthousiasme qui raccompagne le Bien Aimé à Paris. Non, rien décidément ne peut aujourd'hui ressembler à la légitimité populaire de nos rois.

Il n'y a qu'un malheur, c'est que Louis XVI n'ait pas eu les qualités de son grand-père. La France, l'Europe et le monde l'ont payé très cher. L'œuvre de la monarchie en cette fin de siècle consistait à poursuivre contre les oppositions, la révolution royale, sans se laisser impressionner par l'idéologie libérale et les classes montantes. Le destin de la société industrielle était lié au maintien de la civilisation dans un enracinement chrétien, à la domestication du progrès par la justice, à celle de l'argent par l'Etat.

Louis XV prince chrétien mais passionné également par l'avènement des techniques, acquis au progrès mais aussi à la justice, signifiait la possibilité d'un tournant de la civilisation qui aurait fait l'économie du libéralisme et du collectivisme, du prométhéisme et du nihilisme. Merci à Paul del Perugia de nous l'avoir fait comprendre à travers le portrait de ce roi qui renforce plus que jamais notre attachement à la monarchie populaire de notre histoire et de notre espérance.

Gérard LECLERC.

(1) Paul del Perugia : Louis XV, Editions Albatros.
(2) Mais Voltaire sut rendre un hommage éclatant à son souverain pour la honte de ses détracteurs.

les trains en panne

Le mouvement de grève des cheminots a surpris et parfois irrité. Il n'est jamais agréable de se retrouver avec ses valises sur un quai et d'apprendre que le train de vos vacances ne partira pas.

Bien sûr, mais il y tout de même des choses qu'il faut savoir. Les syndicats se battent pour qu'il n'y ait plus de salaire qui soit inférieur à 1 700 F, et pour un certain nombre de mesures sur les conditions de travail, la sécurité du personnel et la qualité du service et cela depuis des mois.

Jusqu'ici, la tactique de la C.G.T. était de harceler la direction par des petites grèves sectorielles. La plupart du temps ces « grévettes » duraient 24 heures, elles sont corporatives, catégorielles, parfois « tournantes » et rassemblent en général un tiers du personnel. La C.F.D.T. suit, toujours dans l'espoir d'un débordement, qui n'est pas venu jusqu'ici.

On a assisté ces temps-ci à une action d'extension de ces grèves et à un essai de généralisation par la base à l'encontre des directions syndicales. Les gauchistes ont évidemment poussé à la roue. Il est intéressant de suivre la polémique de l'*Humanité Rouge* à ce sujet : « *Les syndicats jusqu'à la dernière minute, s'opposant à la généralisation du mouvement, à la lutte des classes. Les grèves lancées l'ont été, non pas pour l'aboutissement des justes revendications des cheminots, mais à des fins servant à une stratégie élaborée par quelques politiciens.* » Quelle stratégie ? Celle qui vise à préparer les élections, dans les vues de l'union de la gauche. On se bat entre organi-



sations pour contrôler la fonction publique : F.O., F.E.N., C.G.T. et C.F.D.T. Qui aura l'enseignement, l'aviation, la marine, les ministères ? Il y a sûrement du vrai dans cette analyse.

Reste que le corporatisme sectoriel est un sérieux handicap à l'unité d'action. Ainsi les agents de conduite, qui entendent mener leurs affaires sans égard aux autres catégories et qui souvent s'entendent directement avec la direction. Le rêve gauchiste d'une grève géné-

rale n'est pas pour demain. Ajoutons qu'évidemment les mouvements sociaux atteignent le secteur public beaucoup plus que le secteur privé où la menace sur l'emploi constitue un sérieux garde-fou à toutes revendications ou agitations. A moins que les travailleurs ne soient directement menacés dans leur travail : alors ils se battent contre le licenciement et la survie des entreprises.

J. B.

maurice clavel

la grande pitié de

Il y a neuf fois, Maurice Clavel nous donnait un long entretien, son *Ce que je crois* venait de paraître. On sait l'énorme retentissement qu'eut ce livre, son influence profonde. Alors qu'un autre ouvrage paraît, au titre provocateur : *Dieu est Dieu, nom de Dieu*, nous avons demandé à notre ami de de nous expliquer son cri de colère. Trahison des clercs, agenouillement devant le monde. C'est grande pitié dans l'Eglise de Dieu ! Sans mettre de gants, Clavel déclare que deux des principaux théologiens du Concile mériteraient s'ils étaient en faculté de philosophie un zéro pour nullité intellectuelle, et dans l'armée douze balles dans la peau. Bernanos avait cette franchise-là.

Peu suspect d'intégrisme et de droitisme, Clavel part en franc-tireur sans abandonner ses amis d'extrême gauche qui se révèlent précisément en proie à une exigence spirituelle absolue qu'une Eglise livrée au monde déçoit. Comment sera accueillie dans le monde catholique cette dénonciation qui ne fait grâce de rien ? La lutte promet d'être chaude. Nous en suivrons avec passion les étapes.

Cet entretien est le premier que Maurice Clavel accorde à l'occasion de la sortie de son livre.

« Dieu est Dieu, nom de Dieu », par Maurice Clavel aux éditions Grasset.

NAF : Maurice Clavel, vous venez de publier un nouveau livre au titre surprenant : « Dieu est Dieu, nom de Dieu ». Pourquoi ce livre, tout de suite après votre « Ce que je crois » ?

Maurice Clavel : « Ce que je crois » était fait pour n'avoir pas de suite. C'était un peu la pierre dans l'étang ou, si vous permettez, l'éclair dans le ciel... de ma vie. Et puis, un soir, le 3 octobre, pendant l'émission « Apostrophes », j'ai été confronté à des chrétiens marxistes. Et j'ai réalisé soudain, pendant l'émission même, et avec épouvante, que jouant la culture contemporaine et le rationalisme pour dénaturer Dieu et Christ, ils étaient forcément d'accord avec cette culture et avec ce rationalisme partout encore infus aujourd'hui — structuralisme compris. Donc ils gagnaient, auprès du gros public, à tous les coups. Donc c'était foutu !

Alors, me suis-je dit, la foi, Dieu même, en nous, vont achever de se décomposer. Au mieux — ou au pire, comme vous voulez — nous irons vers un schisme, qui n'opposera pas seulement les curés mais le peuple. D'un côté la sacristie rance et renfermée de l'inté-

grisme, de l'autre l'Archipel, dans lequel les naïfs et les cabotins se trouveront pris. Ainsi, Dieu va être perdu, et pour rien. Vous le voyez, il ne s'agit pas pour moi de défendre, en termes médiévaux, l'honneur de Dieu, mais l'existence de Dieu en nous contre sa dissipation.

Ce livre, je l'ai commencé dans la nuit même d'« Apostrophes ». C'est une charge à fond, qui analyse l'irrépressible esprit d'abandon au monde. C'est un cri de deux cents pages, suivi de cent pages de réflexion philosophique. C'est, avec moins de talent que Bernanos, mais un peu mandaté par lui, la grande peur des bien-pensants. Car les bien-pensants sont en majorité passés dans l'autre camp. D'ailleurs, Bernanos mourant disait ces mots que je n'ai pas osé citer : « J'ai pu quelque temps me faire illusion sur les masses de gauche ! » Je n'ai pas osé citer Bernanos parce que je crois aux masses, d'une nouvelle manière. Mais quel aveu tout de même ! Et encore, le Front populaire de 1936 avait une sorte d'élan, de portée et de gueule auprès duquel la similitude minable qu'on nous prépare aujourd'hui n'est vraiment plus rien. Et l'on perd Dieu pour ça ! Quelle déchéance !

NAF : Ce livre part du point de vue gauchiste. Pourquoi ?

Maurice Clavel : Le 3 ou 4 mai 1968, je savais qu'il y aurait *L'Ange* de Lardreau et Jambet, *La Cuisinière et le mangeur d'hommes* de Glusmann, *L'Espoir* gravé d'Hélène Bleskine. C'est-à-dire que je savais qu'il y aurait un renouveau total, à la fois spirituel et intellectuel. Mais je ne savais pas à quel point cela finirait en prise de conscience abrupte et intransigente de ce qu'est le communisme. Car, entre certains camarades d'extrême gauche, nous disons que nous sommes devenus, devant la lâcheté générale (y compris de la droite), le dernier bastion de l'anti-communisme primaire. Oui primaire, et nous le tiendrons ! Le Goulag, non !

Et je commence à comprendre pourquoi, en vertu de quel sentiment intuitif, j'ai toujours travaillé avec les maos, faisant des coups, fondant l'A.P.L., et même un peu « Libération ». Pourquoi toujours les maos et non les trotskystes ? Parce que j'ai travaillé avec le mouvement profond au lieu de travailler avec l'idéologie. C'est en ce sens que je suis gauchiste.

Mais, il y a maintenant un petit schisme entre les héritiers de Mai. Il y a ceux qui croient parachever la révolution vers le néant, par la révolution sexuelle. Et il y a ceux qui veulent restaurer la révolution par l'Etre : je suis révolutionnaire du côté du retour de l'Etre.

Et c'est pourquoi mon livre dit surtout aux chrétiens : au moment

où vous perdez Dieu pour des inanités politiciennes, sachez qu'il y a un autre mouvement, dans les profondeurs, où se trouvent à la fois le véritable renouveau spirituel et la révolution ; et une fois de plus vous allez passer à côté ! C'est donc à la fois un livre imprécatoire et un livre d'amour, commencé dans la peur, dans l'angoisse, mais qui correspond à une situation tellement mûre, du côté du peuple de Dieu, que j'ai peur d'arriver presque tard.

Car c'est vrai : on commence à dire, comme le titre de mon livre « Et Dieu, nom de Dieu ! », c'est à-dire « assez », « ras le bol », « on en a marre de Jésus de Nazareth petit - agitateur - social - avorté - parce qu'incomplet-et-incomplet-parce-que-non scientifique ». Même le clergé commence à se demander où il est allé. Il commence à savoir qu'en voulant « aller au monde » il s'y est dissous. Même des prêtres comme Certeau le disent dans des livres moins violents que le mien : « le christianisme n'est rien, ne dit plus rien, ne signifie plus rien de propre ; on peut en tirer ce qu'on voudra, c'est n'importe quoi. »

C'est la grande pitié, une des plus grandes qu'on ait jamais vues dans une assemblée spirituelle qui ose encore s'appeler Eglise. Mais ce livre finit quand même par une espérance à la fois spirituelle et politique puisque, au risque de vaticiner un peu, j'ose quand même dessiner, ne serait-ce que pour les jeunes qui liront ce livre, les premiers linéaments de ce que pourrait être une véritable révolution culturelle — et de ce qu'elle sera.

les indulgences de christ et marx associés

NAF : En écoutant ces deux prêtres, à *Apostrophes*, vous avez vraiment eu le sentiment que toute l'Eglise était gagnée par ce que vous dénoncez ?

Maurice Clavel : Mais oui : c'est tellement facile ! Il fallait bien que nos compagnies d'assurances internes fusionnent un jour

en « Christ et Marx associés ». Cela signifie qu'on offre à nos braves petits chrétiens de nouvelles Indulgences : aujourd'hui, on achète son salut avec deux meetings, trois manifs et un bulletin de vote. Eh bien je dis non ! Et je me dresse contre ces nouvelles Indulgences, mais au nom de l'Eglise et pour rester à jamais dans l'Eglise.

el l'église

NAF : Vous pensez à une véritable « trahison des clercs » ?

Maurice Clavel : Oui, il faut parler de trahison. Mais comme au temps de Munich, comme au temps de la collaboration, cette trahison se donne les meilleures raisons du monde. Car personne ne capitule, personne ne se rend plus à l'ennemi : on se rend... à l'évidence !

j'ai été obligé de remonter au concile

NAF : A quand remonte cette trahison ?

Maurice Clavel : J'ai été obligé de remonter au Concile, à l'aggiornamento. J'ai eu l'occasion de lire deux textes de vénérables pères conciliaires où il est proclamé que c'est maintenant l'homme qui fait le chrétien. C'est la fin de tout ! Car c'est bien le chrétien qui fait l'homme et qui continuera de le faire.

Cela ne veut pas dire que je souhaite le retour à l'Eglise d'autrefois. Elle avait besoin d'un changement radical. Et peut-être que ses tares et ses torts — y compris politiques : le cléricalisme de droite — lui ont ôté jusqu'à la force, au courage et à l'idée de chercher ses remèdes en elle-même. Alors elle a cherché ailleurs, pour entreprendre ses réformes. Elles sont bonnes, du reste : on a beaucoup amélioré l'ordinaire et la qualité de la vie de l'équipage depuis que le bateau sombre !

Ma conclusion n'est donc pas un retour à Pie XII. Mais je dis que l'Eglise a besoin de modèles comme ces athées spirituels que sont Lardreau et Jambet. L'Eglise a besoin d'un désert, d'une gigantesque retraite spirituelle. C'est à cette condition-là que l'Eglise pourra être un des ferments de l'indispensable révolution culturelle qui s'annonce. Alors, avant que tout renaisse, l'Eglise va-t-elle achever de s'abîmer, et d'abîmer Dieu ? Ou bien la résurrection de nous-mêmes, et de Dieu en nous, interviendra-t-elle à temps, avant qu'il n'y ait plus d'Eglise ? C'est une véritable course de vitesse, dont j'ignore l'issue.

On se rend... à l'appel de ses responsabilités véritables, à sa conscience, à son devoir, bref pour se rendre il faut... du courage ! Et c'est ainsi que j'ai entendu traiter de Gaulle de lâche en 1940 ! On peut donc parler de trahison, mais par les mêmes chemins insidieux et par les mêmes sophismes qu'on se donnait sous l'Occupation.

Mais je fais tout pour qu'elle soit favorable.

NAF : Je pensais au discours du Pape à la fin du Concile quand il dit, à peu près, que « la statue de l'homme s'est présentée devant nous, cet homme moderne qui ne nous effraie pas... ». Et je pensais en même temps aux dernières pages du livre de Foucault Les Mots et les Choses...

Maurice Clavel : Mais oui ! Ils ont découvert l'homme au moment où l'homme crevait ! Après avoir été en retard de cinquante ans dans une culture, l'Eglise est maintenant en retard de toute une culture, c'est-à-dire de deux cents ans : elle a découvert l'homme au moment où Foucault et toute la pensée athée sérieuse, cohérente, en constate la mort. C'est vraiment un manque de pot. C'est vraiment une dis-Grâce extraordinaire.

Pourtant, mon livre s'achève sur des mots du Pape qui m'ont frappé ; lors d'une allocution improvisée, le Pape disait : **ce monde est une Babel**. A quoi je dis : **enfin !** Il disait : **ce monde est à ramener avec force par le Fils au Père**. A quoi je dis : **enfin !** Il disait : **nous voyons une invitation à nous adressée dans la fureur subversive de la jeunesse du monde**. A quoi je dis : **enfin !** Ce qui me permet de conclure dans l'optimisme.

NAF : Je pensais à un entretien avec Olivier Clément...

Maurice Clavel : Mais Olivier Clément appartient à une Eglise qui croit en Dieu, c'est tout à fait différent !

Maurice
CLAVEL

« Dieu
est Dieu,
nom
de Dieu ! »

NAF : Olivier Clément me disait qu'en 1968, malgré l'obstacle du marxisme, les jeunes connaissaient un peu le christianisme. Mais cela les ennuyait. Et maintenant qu'ils ne le connaissent plus, tout est possible.

Maurice Clavel : Oui, c'est vrai, le marxisme était un obstacle. La génération de mai 1968 s'y est raccrochée parce que, contestant obscurément toute une culture, elle a trouvé dans le marxisme l'idéologie qui contestait le plus à l'intérieur de cette culture. Et c'est ainsi qu'elle a fait au marxisme un été de la saint Martin, qui a duré de fin 1968 à 1971-1972. Mais maintenant lisez Glucksmann, Lardreau...

Quant au christianisme, les jeunes ne savent plus ce que c'est parce qu'il n'y en a plus. C'est là qu'il faut parler de **L'Ange**. Dans ce livre, Lardreau et Jambet redécouvrent l'Ange comme moteur de toute révolution, ils rompent avec Lacan — un peu comme Kierkegaard a rompu avec Hegel — et en même temps, ils se proclament athées. Je dis qu'il faut qu'ils le restent : ils sont un reproche, une leçon, un exemple. Ils ne croient pas en Dieu, mais ils croient. Tandis que les catholiques **pensent** à Dieu. ...pardon, à Jésus de Nazareth, mais sans y croire.

Je ne sais ni quand ni comment la foi reviendra, mais je sens qu'à l'intérieur du peuple de Dieu le ras

le bol des curés folâtres et dissipateurs d'eux-mêmes et de Dieu va donner cette grande résurrection spirituelle. J'y crois. Un peu moins qu'en Dieu, mais j'y crois !

NAF : Comment concevez-vous cette résurrection spirituelle ?

Maurice Clavel : Je ne peux vous le dire de façon précise, et c'est pourquoi je parlais tout à l'heure de **linéaments**. Je crois qu'il y aura un mouvement très profond, et je crois qu'avec certains — comme les anciens **maos** — nous avons pour tâche commune de nous préparer à ce mouvement, à cette fracture au regard de laquelle mai 1968 n'aura été qu'une fêlure, afin que cette fracture puisse s'exprimer avec un peu plus de lumière sur elle-même qu'elle ne l'avait fait en 1968, et aboutir enfin...

Je voudrais que certains jeunes intellectuels se préparent à cela. C'est un vœu, mais je sens en même temps qu'il s'accomplit tout seul. Il ne s'agit pas de guider, mais d'accoucher, et surtout de couper court par ce que nous détruisons à ce que la révolte pourrait emprunter de tics et de faux discours mécaniques. Ou, mieux encore, gratter la croûte volcanique afin que la flamme s'élançe, droite.

Propos recueillis par
Gérard LECLERC

lire

le regard de michel jobert

Ne serait-ce que sur le plan de l'édition, Michel Jobert est un homme déconcertant. On attendait, pour son premier livre, un manifeste politique : les « Mémoires d'avenir » furent de véritables mémoires qui révélèrent, autre surprise, un excellent écrivain. Puis ce furent « Les Idées simples de la vie », livre collectif où, déjà, la NAF se plaisait à discerner « un autre regard » posé sur la vie politique.

Le dernier livre (1) de l'ancien ministre de Georges Pompidou n'est pas moins surprenant. Il s'agit, sans doute, d'une chronique de la vie politique française de 1967 à 1974, rédigée par un observateur privilégié, proche collaborateur depuis longtemps du Président de la République.

C'est d'abord cette histoire de la France pompidolienne que l'on retiendra, en cherchant entre les lignes et derrière les mots, les coups de patte en forme de petites phrases dont Michel Jobert a le secret. Il y en a, bien sûr, destinées à certain ministre des Finances qui préparait depuis longtemps sa prise du pouvoir, mais sans que ce livre prenne jamais l'allure d'un règlement de comptes.

Les amateurs de vengeance bien saignantes et ceux qui sont avides de connaître le « dessous des cartes » seront déçus : le regard de Michel Jobert n'est pas celui d'un chef de gang — comme on en rencontre tant dans la classe politique — ni même d'un justicier. Chef de cabinet de Georges Pompidou puis ministre des Affaires étrangères, Michel Jobert dit ce qu'il a vu et ressenti. Tout simplement.

Cela ne signifie pas que cette chronique simple et véridique emporte toujours l'adhésion, dans sa défense et l'illustration d'un homme et d'un régime qui faisaient déjà descendre d'un cran le projet français. On peut aussi regretter quelques longueurs, qui contrastent avec la toute petite place accordée à d'autres événements, malgré leur retentissement : tant de pages consacrées au référendum de 1972 sur l'Eu-

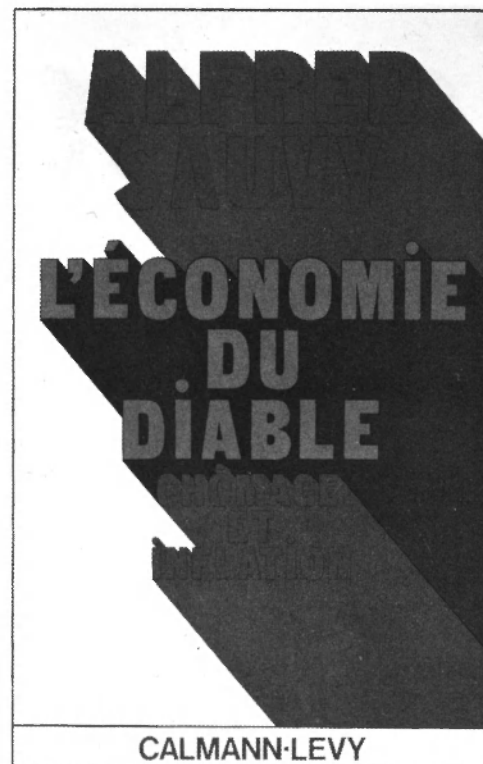
rope, et si peu de lignes pour l'assassinat de Pierre Overney !

Non que la révolte laisse indifférent celui qui se trouva, en mai 1968, au cœur même de l'ordre établi. Mais s'il en a mesuré trop chichement les limites, ce n'est pas par conservatisme forcené mais parce que ce haut fonctionnaire pense que la véritable révolution est intérieure. En mai 1968, écrit-il, « des chemins ont été tracés, mais aussi bien des ornières poursuivies. Pourtant, c'est ailleurs que notre époque a basculé, dans cette part de nous-mêmes qui nous fait poètes, à côté de la convention quotidienne, qui nous nomme capitaines un peu fou de notre destin et qui nous révèle toutes les terreurs du monde de demain, si nos volontés en faisceau ne s'assemblent pas dans la générosité et l'effort ». Petite phrase qui explique mieux Jobert que de longs articles.

Nous savions déjà que Michel Jobert n'était ni un politicard, ni un politicien, ni même un politique comme les autres. S'il se situe « ailleurs », ce n'est pas seulement sur l'échiquier de la vie publique, mais parce qu'il n'a pas oublié les chemins de la liberté et de la poésie. Aussi ses mémoires politiques sont-ils traversés de visages et de paysages qui appartiennent à un autre univers. Ceux-là seuls sont précieux, parce qu'un autre regard les a découverts, par-delà le quotidien. Et c'est ce regard-là qui est important.

Yves LANDEVENNEC.

(1) Michel Jobert : *Un Autre regard* (Grasset).



Ce qui attire chez Sauvy, force l'attention et conquiert le cœur et l'intelligence ce n'est pas tant sa lucidité extrême, sa clairvoyance raisonnée que cet optimisme sans partage, cette confiance en l'homme et en ses possibilités de changer son destin (1).

Au plus profond d'une crise dont les manifestations économiques occultent les causes intellectuelles et morales, il faut certes croire en l'homme pour ne pas céder au découragement. Découragement bien compréhensible devant cette immense lâcheté sociale, cette « peur d'agir, peur de dire, peur de voir, peur de penser » qui s'empare de l'ensemble du corps social, toutes opinions confondues, et concourt au vieillissement de notre pays.

Alors comme Pierre Chaunu — dans un autre domaine — Alfred Sauvy lance un pavé dans la mare et rappelle quelques vérités premières. Dans une économie de marché où par définition tous les produits sont « offerts » l'illusion de l'abondance est diaboliquement trompeuse. Avec elle se développe d'autres fausses idées qu'il faut dénoncer avec vigueur.

Non, le chômage n'est pas un phénomène nouveau engendré par le progrès technique, bien au contraire ce dernier est créateur d'emploi comme le prouve l'histoire économique depuis plus d'un siècle.

Mais le chômage n'est pas étudié dans sa réalité profonde, trop de tabous seraient à violer, trop d'idées reçues devraient être remises en cause.

Il en est ainsi de la notion de plein emploi, longuement analysée : des distorsions ou des rigidités, entre la population active effective et la population active demandée ; du travail féminin aussi, par exemple, par lequel on explique trop souvent l'accroissement du chômage alors que le problème ne naît pas de la demande d'emploi des femmes mais des secteurs sur lesquels elle se porte (tertiaire essentiellement), secteurs déjà excédentaires.

Nombreuses sont donc les fausses idées, qu'il faudrait citer une à une, les distorsions inflationnistes, les rigidités responsables du chômage, les monopoles corporatifs qui courent à leur ruine, et surtout les faux remèdes qui ont nom durée du travail ou âge de la retraite, ou encore les erreurs qui se paient longtemps après avoir été commises.

Au fond la concordance avec Pierre Chaunu, déjà relevée par ailleurs, est plus importante qu'il n'y paraît. Car c'est bien au même sentiment d'un « monde plein », au même « refus de la vie », que la France — et l'Europe — doivent un déclin inéluctable si des mesures globales, importantes, parfois contraignantes, ne sont pas prises.

Il faut passer à l'offensive nous dit Sauvy, prendre en considération le nombre important d'emplois potentiels qui existent en France (près de 2 750 000 selon ses estimations) et favoriser l'investissement productif au lieu d'asseoir toujours un peu mieux le stérile et coûteux impérialisme de l'automobile fausement considérée comme « industrie pilote ». Il faut cesser d'encourager l'improductivité et modifier la conception de l'enseignement.

La liste des analyses, des propositions pourrait s'allonger tant est riche et dense l'ouvrage de Sauvy. Cette même richesse, cet air vivifiant qui court à travers les pages d'un livre qui sait se mettre à la portée de tous — économistes ou non — devrait inciter tout honnête homme à le lire, à l'approfondir et à en appliquer plus d'une solution.

Ph. D.

(1) Alfred Sauvy « L'économie du diable - chômage et inflation », Calman-Lévy, 1976.

violence et télévision

Il a paru intéressant à notre confrère spécialisé Télépoche (n° 522) de demander à M. Poniatowski son avis sur la violence à la télévision. On se souvient que le ministre de l'Intérieur avait dû intervenir personnellement, il y a peu, auprès du directeur de la deuxième chaîne pour demander le report d'une émission qui aurait pu avoir des effets catastrophiques sur l'esprit du fou meurtrier qui sévit actuellement à Nogent-sur-Oise et que la police est impuissante à arrêter.

J'ai lu et relu ce texte et, une fois n'est pas coutume mais objectivité oblige, je dois dire mon accord, sinon avec la totalité des propos tenus du moins sur l'essentiel. Cependant, j'ajoute aussitôt que le système qui régit l'ex O.R.T.F., où la surenchère et la démagogie passent avant toute autre considération pour assurer des indices d'écoute « valables », ne peut que laisser ces bonnes idées à l'état de vœux pieux.

Comme pour tout problème de société, la solution n'est pas aisée à trouver. Elle exigerait, en premier lieu, que soit admise d'une façon presque unanime, une définition de la violence ; j'imagine déjà les querelles à ce sujet. Où commence-t-elle ? Où s'arrête-t-elle ? L'existence qui est un conflit permanent n'impose-t-elle pas une violence permanente ? et la Télévision, qui est le reflet réel ou romancé, de la vie ne peut qu'en être imprégnée à son tour, de façon plus ou moins visible. L'illusion serait de croire que seules les œuvres comportant des scènes de brutalité physique entrent dans cette catégorie. Ce serait oublier les violences contre les sentiments, les idées, les convictions, les consciences. On voit en ce domaine, se profiler les rapports plus ou moins étroits qui peuvent se créer entre les concepts apparemment aussi éloignés les uns des autres que ceux de violence, publicité, propagande, intoxication et même information objective.

Le problème ne se résume évidemment pas en la projection ou non d'un western ou d'un « policier ». S'il faut illustrer ce propos par un exemple récent, je pose la question : « La violence n'était-elle pas davantage du côté de l'Américain de cœur Jean Lecanuet, Garde des Sceaux français, garant de la sérénité de la justice, lorsque, après l'horrible assassinat du petit Philippe Bertrand, il violait par ses propos l'indépendance d'un jury d'assise plutôt que dans « Chisum », ce western de grand style projeté le 22 mars par la 3^e chaîne et où l'on voyait l'Américain de souche John Wayne jouer du pistolet avec allégresse ? ».

Un autre aspect de la question est celui de l'influence de la violence vue à travers la Télévision. De nombreuses études ont été réalisées en ce domaine, surtout dans les pays anglo-saxons. Les travaux conduits par des socio-psychologues aussi distingués que savants n'ont prouvé qu'une seule chose : le désaccord quasi total de leurs auteurs, sauf sur un point, qui relève d'ailleurs d'une évidence aveuglante, et qui tend à montrer que l'effet de la vio-

lence dépend avant tout de la personnalité du sujet récepteur. Ces éminents professeurs, dans leur beau langage diraient que, devant un même spectacle de violence, un individu peut réagir de façon mimétique qui peut conduire à une reproduction d'actes violents vus à l'écran ou de façon cathartique dans laquelle le téléspectateur se satisfera de voir exprimer ses pulsions agressives par autrui.

N'y a-t-il donc pas de solution ? Non pas ; et c'est ici que je rejoins les propos de M. Poniatowski : « C'est aux professionnels de l'information et du spectacle de juger ce qu'exige le respect du public et de l'intérêt général ».

Cette phrase peut surprendre ; que de reproches ne pourrait-on faire à une telle conception des choses ; j'entends déjà : censure camouflée, arbitraire des responsables de la Télévision qui décideront sans appel de ce qui est bon ou mauvais... Oui, critiques justifiées dans la société de guerre civile permanente qui est la nôtre où tout acte d'autorité, même le plus légitime, est

considéré par une partie de la population comme une atteinte à un droit, à son petit droit individuel, inaliénable, imprescriptible, etc. et qui passe avant toute autre considération. Ne peut-on pourtant imaginer une société plus fraternelle, une véritable communauté nationale dans laquelle les responsables des programmes pourraient prendre certaines décisions exceptionnelles, sans se référer à des règlements, à des normes, mais en étant certains que ces décisions iraient dans le sens d'un consensus général.

Plus de violence à la Télévision ? autant supprimer ce moyen d'information et de distraction. Reste un problème d'opportunité dans la programmation dans le temps en fonction de la nature de l'œuvre et des circonstances du moment. En ce qui me concerne, je ne considérerai jamais le report d'une émission comme une atteinte intolérable (comme il se doit) de mes droits. La violence est aussi du côté du téléspectateur. Problème d'une société à qui le sens du mot « respect » a échappé.

Michel FONTAURELLE

du duc d'orléans à la naf...

Le 28 mars 1926, mourait en exil le duc d'Orléans. Acceptant la lourde charge de Prétendant, utilisant son exil pour faire rayonner la culture et la science française, Philippe VIII avait surtout assuré, par sa pensée et son action politique, la relève du royalisme français.

On méconnaît Maurras, si l'on oublie que la figure et l'attitude du Prince l'ont converti à la monarchie tout autant que ses réflexions sur les bienfaits de l'institution.

Maurras, royaliste de raison, en 1897, n'est « entré en politique » qu'en 1898. Puis, peu à peu, son influence au sein de l'Action française de Vaugeois, devient prépondérante. En 1902 — si le Bloc nationaliste n'a pas suivi — l'Action française, au moins, est tout entière royaliste.

Même les éléments les plus dynamiques du mouvement royaliste traditionnel se tournent vers elle. Déjà l'Enquête sur la Monarchie avait révélé, en 1900, « l'unité profonde de la conception royaliste », selon le mot du Prince.

Le mouvement royaliste traditionnel — quoi qu'on en ait dit — était encore vivant à cette époque. Mais nul doute qu'au sein de ce

mouvement, des groupes mouraient, tandis que d'autres montaient. C'était le cas de la Jeunesse Royaliste de 1896. Le Prince l'avait compris, comme il le comprit, en 1907, pour l'Action française.

Le comte de Lur-Saluces fut un des artisans principaux de cette réorientation du mouvement royaliste, ratifiée en 1910 par le Prince qui choisit l'A.F. contre son propre Bureau politique.

LA CONSTANTE REFERENCE

Le duc d'Orléans a donc su, en son temps, sauver l'idée royale et le mouvement royaliste. On sait qu'à sa mort, le pacte conclu en 1910 ne fut pas révisé. De là découle, à mon sens, une des principales causes de la crise de 1937. N'a-t-on pas oublié une des vertus essentielles de la royauté, qui rajeunit sans cesse le principe et les institutions par la succession du fils à son père ?

Le duc de Guise rappela — notamment en 1933 — que la monarchie n'est pas un parti, et que « seule la Maison de France, dont je suis le chef, est dépositaire

de la doctrine royale. Elle seule est qualifiée pour définir ce que sera la Monarchie de demain ».

Maurras lui-même n'envisagea pas de réajuster d'un commun accord avec le Prétendant sa présentation de la monarchie. Encore restait-il royaliste ; ainsi conserva-t-il jusqu'au bout son allégeance envers les Princes. Il n'en fut pas toujours de même dans son public, où beaucoup se contentèrent de l'idée d'une « monarchie sans roi »...

L'anniversaire de la mort du duc d'Orléans est l'occasion pour la NAF de réaffirmer son royalisme. Nous ne sommes pas des monarchistes, mais des royalistes. Ni Brejnev, ni Pinochet ne nous intéressent, pas plus que Mitterrand ou Giscard : nous ne luttons qu'avec et pour le Prince Henri, comte de Paris, qui représente pour la NAF ce qu'a représenté le duc d'Orléans pour Maurras.

Je rappelle ici un des aspects fondamentaux de l'identité de la NAF. On ne nous le ravira pas. C'est sur lui qu'on discerne ce qu'est un royaliste en 1976... si les mots ont encore un sens !

Ph. VIMEUX

aliénations

Le thème de la folie fait en ce moment fureur sur les écrans parisiens.

La comédie grinçante américaine « Vol au-dessus d'un nid de coucou » de Milos Forman et le documentaire italien « Fou à délier » réalisé par un collectif psychiatrique en témoignent.

« Vol au-dessus d'un nid de coucou » retrace l'histoire d'un anarchiste (Jack Nicholson) qui, pour échapper à une condamnation de droit commun, simule la folie. Arrivé à l'asile, il sème une panique grandiose.

Mais il va se heurter au person-

nage glacé et glaçant de l'infirmière en chef. Celle-ci ne vit que dans la mesure où elle peut exercer sa volonté de puissance considérable sur les malades. Il faut la voir présider une séance de psychothérapie de groupe ! Impassible elle amène les malades à dévoiler leur vie intime, à objectiver leur secret dirait Boutang, et souvent à s'avilir sous les moqueries de leurs collègues d'asile. Elle ne saurait donc tolérer cet empêcheur de tourner en rond qui, elle le sait, n'est

nullement aliéné : c'est elle qui fait pression sur la direction de l'hôpital pour qu'il soit gardé à l'asile. Elle espère en effet secrètement le briser.

Elle va y parvenir à l'issue d'une orgie, dans le dortoir, organisée par son adversaire. Au cours de cette orgie, celui-ci a fait déniaiser par une amie introduite dans l'asile un jeune pensionnaire bègue et passablement complexé. Le lendemain l'infirmière en chef, qui est l'amie de la mère du bègue, lui reproche véhémentement d'avoir eu une attitude que l'autorité maternelle n'admettra jamais.

Le jeune homme qui s'était libéré l'espace d'une nuit retrouve toutes ses inhibitions... et se suicide de désespoir. L'anarchiste entre en fureur et tente d'étrangler l'infirmière. En représaille il est « opéré du cerveau », c'est-à-dire réduit à l'état d'une loque inerte.

Même si l'idéologie que sous-entend le film (attestée par le thème de la castration par la mère) est contestable, il n'en reste pas moins que « Vol au-dessus d'un nid de coucou » pose un problème fondamental : la thérapeutique des asiles n'aboutit-elle pas à une normalisation arbitraire ?

Car en quoi consiste la norme ? Elle n'est sûrement pas l'adhésion à un sacré qui a déserté la société industrielle. Alors ? L'équilibre intérieur cher à l'humanisme ? Mais l'homme est toujours en déséquilibre, en tension entre la quotidienneté et la transcendance ! Ne serait-ce pas plutôt la conformité aux impératifs de la société bureaucratique de consommation dirigée ?

Nous ne reprenons pas à notre compte la thèse extrême des anti-psychiatres qui déclarent le malade

sain et la société folle. On peut néanmoins se demander si l'ensemble du système asilaire et psychiatrique occidental — faute d'un discours cohérent sur le mystère de l'homme — n'aboutit pas à standardiser et aplatir les malades au lieu de les aider à s'assumer eux-mêmes.

De cet aplatissement les réalisateurs de « Fous à délier » sont convaincus. Ils se livrent à un violent réquisitoire contre les institutions psychiatriques italiennes. Certaines d'entre elles sorte d'« Es-pelidou » transalpins sont hélas tenues par des religieux. Les malades y sont parfois attachés et battus. Ils sont, en outre, tantôt abandonnés à l'oisiveté, tantôt employés à des travaux d'O.S. pour des salaires dérisoires.

A cette situation désolante, les auteurs du film opposent les réalisations de la psychiatrie ouverte effectuées à Parme. Les malades sont reconnus autres, sans être exclus. Ainsi un groupe de mongoliens, employé dans une usine, fait les mêmes travaux que l'ensemble des ouvriers, mais à son rythme propre. Peu à peu, ils s'épanouissent et s'insèrent dans la communauté de travail.

Et en fait la guérison de la plupart des malades mentaux ne passe-t-elle pas d'abord par là ? Il devient urgent de reconstituer des communautés sociales diversifiées soutenant ceux qui sont atteints dans leur psychisme sans tenter pour autant de les normaliser, c'est-à-dire de les aligner sur le type d'homme abstrait et fictif produit de l'humanisme bourgeois à l'âge classique.

Jean-Pierre LEBEL

la mauvaise humeur

l'heure flottante

Non, ce n'est pas par volonté d'opposition inconditionnelle que je m'en prends à la seule décision de M. d'Ornano qui ne soit pas — encore — une erreur ou une défaite.

Personnellement, je n'ai rien contre les soirées ensoleillées qui donnent l'impression d'un été plus long et de vacances toutes proches. Sans oublier les clairs matins, qu'il sera moins pénible d'apprécier.

Mais là n'est pas la question, puisqu'il s'agit d'économies : 30 000 tonnes de pétrole par an, dit-on. Ce qui représente une somme coquette.

Cela dit, sur le plan de la politique internationale, le changement d'heure permet de mesurer la volonté d'intégration européenne, d'harmonisation globale, de coopération administrative, de rapprochement de la quotidienneté vécue communautairement (mais oui !) par les peuples d'Europe, dans leur désir inextinguible de fusion.

La réponse, communiquée scientifiquement par les horloges parlantes de neuf pays en marche vers leur destin commun, est claire : il y a maintenant trois heures différentes en Europe et, faute de concertation, il y aura cette année quatre changements d'horaires entre la France et la Grande-Bretagne.

Non seulement l'heure flotte comme le franc, mais elle dérive. Vaut-elle sombrer ?

A Bruxelles, on parle de mettre au point un « serpent » horaire (solution de facilité) ou d'engager un « marathon horloger » pour déterminer une « heure de saison » qui serait la moyenne (compensée des variations mécaniques corrigées par l'horloge atomique de Baribarbon) entre l'heure de Eisenhüttenstadt et celle d'Albuquerque (où l'on a d'ailleurs tendance à apprécier la qualité de l'instant et non sa durée, et à rythmer la journée par des choses comme la sieste, la manzanilla, etc.).

A moins qu'on se décide enfin à construire en commun la montre molle de Dali. Ce serait là, n'en doutons pas, un test de bonne volonté européenne. Déjà, les experts discutent sur le point de savoir si la montre européenne (1) sera amollie dans le Beaujolais, dans la bière de Munich ou dans le thé. Une solution se dessine en faveur du Bourbon. C'est Kissinger, dit-on, qui paierait la tournée.

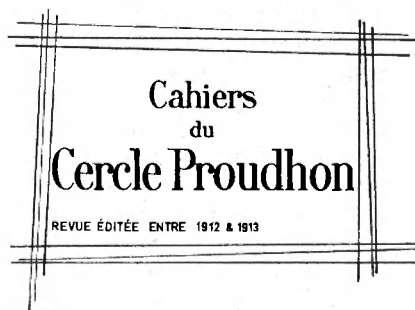
Y. L.

(1) Malheureusement inexportable dans les pays chauds (risque de liquéfaction) et dans les pays froids (risque de durcissement sous l'effet du gel).

une réédition attendue

« Ces Cahiers que tout militant voudra avoir désormais dans sa bibliothèque » (Gérard Leclerc).

Commande au Centre d'Etudes de l'Agora, 29, av. Trudaine, 75009 Paris. Prix 60 F (franco 65 F). Versements à l'ordre de F. Fleutot : C.C.P. Paris 22.161.92 K.



COMMUNIQUÉ - APPEL

à lire

— **Le Projet royaliste**, par Bertrand Renouvin, paru en novembre 1973 rassemble les thèmes de combat en vue de mieux définir l'identité « nafiste ».

— **Un autre Maurras**, par Gérard Leclerc, précise la part essentielle d'une pensée trop souvent mécon nue et justifie les liens qui nous unissent aux aspects créateurs de l'œuvre du philosophe royaliste.

— **Le Comte de Paris ou la pas-**

sion du présent, par Philippe Vi-meux, fait découvrir aux royalistes la véritable personnalité d'un prince dont aucun ouvrage n'avait, jusqu'à ce jour, étudié la pensée et l'action.

Le **Projet royaliste** : 18 F (franco 20 F).

Un autre **Maurras** : 30 F (franco 32 F).

Le **Comte de Paris ou la passion du présent** : 26 F (franco 28 F).

Commandes au journal ou au Centre d'Etudes de l'Agora, 29, av. Trudaine, Paris-9^e. Règlements à l'ordre de l'I.P.N. - CCP La Source 34 874 76 A.

Premières réponses

Nos abonnés ont été immédiatement prévenus, par lettre, du nouveau coup qui nous était porté. Les réponses sont déjà arrivées, nombreuses, chaleureuses, encourageantes. Un premier cap difficile a été franchi — celui de notre échéance de fin de mois — mais **la partie n'est pas gagnée**. Nous comptons absolument sur tous nos amis, connus et inconnus, pour que la N.A.F. vive en dépit des agressions, des menaces, des bombes et des attentats. Nous ne nous laisserons ni impressionner, ni museler, nous continuerons à dire et à clamer ce qu'il convient de dire et de clamer. **Vous devez nous y aider, et nous réussirons !**

F. Chanteguai : 6 F ; J.-C. Au-berger : 5 F ; Anonyme Clamart : 60 F ; P. S. Marseille : 165 F ; J.-P. Lamy : 50 F ; Humeau : 15 F ; Mme Denis : 100 F ; P. Isambert : 200 F ; R. Coustenoble : 60 F ; M. T. une fidèle : 200 F ; Th. du Perray : 100 F ; M. H. Nice : 20 F ; A. Vaugrente : 90 F ; L. Portier : 10 F ; Mlle Buffet : 100 F ; E. Lo-cherer : 40 F ; Ph. Huchant : 50 F ; Mlle Rutschmann : 30 F ; Le Roué : 10 F ; Clariana : 16 F ; B. Boyer de Bouillane : 60 F ; Mme Millon : 30 F ; F. Sirot : 350 F ; B. Le Sage : 50 F ; F. Mirc : 200 F ; Dr Dalsace : 100 F ; M. Conterno : 300 F ; Anonyme Alsace : 480 F ; J.-J. Bimont : 100 F ; M. Giraud : 300 F ;

Mlle A. Bourdeau : 200 F ; Mlle M.-O. Bourdeau : 50 F ; J.-L. Ca-pira : 150 F ; J.-M. Bertrand : 20 F ; Dr Lerat : 100 F ; Anonyme Nan-tes : 300 F ; Dr Garnier : 200 F ; Ph. d'Aymeries : 300 F ; I. Mino-ret : 300 F ; Ras-le-Bol Finistère : 200 F ; V. Saint-Ouen : 20 F ; M. Billotte : 100 F ; B. Deladrière : 150 F ; M. Paris : 80 F ; F. Viet : 30 F ; L. Maine : 100 F ; A. Bou-veret : 2000 F ; J.-P. Dickes : 200 F ; Gal Gallois : 100 F ; J. de Monneron : 300 F ; P. Regaldo Saint-Blancard : 100 F ; Section 15^e : 500 F ; J. Gastaldo : 500 F ; F. Cayrotte : 600 F ; Anonyme Ne-vers : 200 F ; P.-R. Tours : 1000 F.

Total de cette liste : 11 097 F.

Les adeptes de la violence qui, au risque de tuer des innocents, ne reculent même pas devant le crime, ne désarment pas. Depuis plusieurs mois les attentats de cette nature se multiplient. Journaux de droite comme de gauche, librairies pro-arabes, agence de presse, organismes sociaux en ont été les victimes. Et voici qu'à nouveau dans la nuit du 19 au 20 mars le journal Aspects de la France et une maison d'édition ont été l'objet d'incendies criminels, dans la même nuit l'imprimerie qui assurait l'édition de la N.A.F. a été totalement détruite : stocks, matériel et bâtiments n'existent plus.

La N.A.F., devant tous ces attentats, sans excep-tion, élève une protestation indignée. Pour sa part, durement touchée pour la troisième fois dans l'année elle lance un appel à tous les hommes, à tous les jour-naux, à tous les partis soucieux de la liberté et de la sécurité des citoyens, pour tout mettre en œuvre pour que cesse le climat de provocation et de violence dans lequel on cherche à plonger la France.

A tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous nos militants nous demandons de nous aider financière-ment pour supporter ce nouveau coup.

ILS VEULENT NOUS FAIRE TAIRE :
NE LES LAISSEZ PAS FAIRE !

Adressez vos dons à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris, en précisant « pour la souscription ».

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

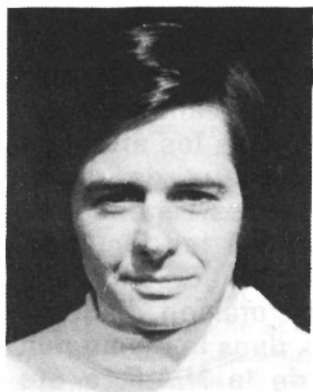
Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS



par
bertrand
renouvin

partie truquée

Guerre civile. L'éditorial de notre dernier numéro se terminait par l'évocation de cette menace. Et depuis deux semaines, d'allocution présidentielle en remue-ménage « majoritaire », rien ne permet de penser que le danger souligné était illusoire, bien au contraire.

La guerre civile, la voici dans la bouche d'un représentant des CRS qui parle « d'embuscade » et qui évoque la « guerre d'Algérie » à propos des événements de Corse et du Midi. Mais qui donc a poussé des Français à de telles extrémités, sinon les gouvernements successifs de la V^e République, trop faibles devant les intérêts et trop durs devant la révolte ? Du moins peut-on excuser les excès de langage d'un syndicaliste, lui aussi révolté par la mort d'un camarade et qui se demande s'il n'a pas été mal dirigé ou manipulé.

JEUX DE CIRQUE

Mais la guerre civile, elle est aussi dans les discours et dans les esprits de ceux qui sont au pouvoir. La voici dans la bouche du Président de la République quand, d'entrée de jeu, il brandit la menace du « collectivisme », élevant d'un mot un mot insupportable entre deux moitiés de la France. La voici dans la bouche de M. Poniatowski, quand il répond à la boutade de F. Mitterrand (sur la nomination de Chirac comme « maire du palais ») par les insultes dont il est coutumier. La voici dans la bouche du Premier Ministre, tout heureux de sa promotion au rang de chef des troupes « majoritaires », quand, bon chevalier servant de l'Elysée, il fait à son tour semblant de s'indigner des propos du dirigeant socialiste.

Comment M. Mitterrand ne voit-il pas qu'en se prêtant à ce petit jeu il rend service à ses adversaires ? Comment ne voit-il pas qu'il sera toujours la victime d'une « stratégie de la tension », même si elle reste verbale dans un premier temps ?

Car il faut répéter une fois encore ce que nous n'avons jamais cessé de dire et de démontrer depuis le mois de novembre 1974 : le seul atout du Pouvoir est la peur qu'il sait à merveille susciter ou exploiter. Sans peur (du communisme, du « collectivisme »), sans violence (qu'elle soit le fait d'une catégorie sociale ou d'un groupe extrémiste) il ne peut y avoir de victoire de la droite aux prochaines élections.

Ce qui dicte l'attitude des royalistes de la NAF pendant cette pré-campagne électorale : quelles que soient les provocations, quelles que soient les tentatives de pression et les opérations de débauchage, quelles que soient les violences dont nous serons victimes (et nos lecteurs savent combien nous sommes visés) les militants de la NAF ne céderont pas au vertige de la guerre civile, ou aux mirages d'un activisme qui les exposerait à une impitoyable répression.

Cela ne signifie pas que nous nous taisons ! Cela ne signifie pas que nous regarderons, bras croisés, les factions rivales s'affronter ! Il est sans doute encore trop tôt pour dire ce que sera notre ligne d'action pendant la pré-campagne des législatives. Mais il est possible de rappeler, dès maintenant, un certain nombre de vérités élémentaires.

ENJEUX

Nous ne redirons pas les raisons fondamentales, et longuement explicitées ici depuis deux ans, de notre opposition à Giscard et à la petite caste qui l'entoure. Son échec dans la gestion quotidienne comme dans le « changement » est d'ailleurs trop évident pour être une fois de plus souligné. Mais gageons que, au moment de l'échéance électorale, beaucoup oublieront le triste bilan d'un patron désinvolte pour se serrer autour de celui qui se présente comme le rempart de l'ordre et de la sécurité. Et ceux-là nous accuseront d'être les complices objectifs de la gauche, au nom de la morale (en oubliant la législation sur l'avortement), de la liberté (en oubliant que le libéralisme giscardien n'y conduit guère) et de la patrie (en oubliant les velléités européennes et les courbettes à l'Amérique).

Mais comment ceux qui par peur panique de la « gauche » accepteraient les pires solutions, ne comprennent-ils pas que la partie est faussée et que le véritable enjeu n'est pas celui qui les inquiète tant. Car Maurice Clavel a raison de dire dans son dernier livre que la gauche au pouvoir ne serait que la répétition pâlotte et grotesque d'un Front populaire déjà bien mesuré dans ses réformes.

Là est l'imposture. Là est le trucage : ce que le gouvernement nous présente comme le spectre même de la Révolution, ce que les partis d'opposition nous montrent sous les couleurs avantageuses d'un réformisme dynamique, ne sera jamais que gestion approximative d'un système capitaliste inentamé.

L'ESPERANCE TRAHIE

Oh ! bien sûr, nous ne nions pas la réalité de l'immense espérance qui s'est portée depuis quelques années vers le Parti socialiste, pas plus que la qualité et l'ardeur de ses nouveaux militants. Nous ne contestons pas, non plus, le courage et la valeur intellectuelle de certains de ses dirigeants. Mais Mitterrand ! Mais Chevènement ! Mais Deferre ! Comment oublier que le premier, esthète distingué et séduisant, est le survivant d'un triste passé politique. Comment oublier que le second nie l'autogestion qu'il réclame par son technocratisme glacé. Comment oublier que si le troisième est socialiste, c'est à la mode rétro, celle de l'atlantisme, du féodalisme et de l'affairisme. Non. Ce ne sont pas ces hommes-là qui pourraient changer notre vie, eux qui négocient déjà avec les puissances petites ou grandes.

D'ailleurs, que pourraient-ils bien faire du pouvoir, armés de leur pauvre « Programme commun » ? Ce catalogue de banalités, de déclarations de principe, de motions chèvre-chou et de recettes éculées ne bouleversera en rien la société industrielle. Elle digérera les nationalisations, comme le patronat s'accommode aujourd'hui de l'étatisme. Et elle récupérera l'enthousiasme au profit de sa machine à broyer les gens.

Soyons justes : la gauche est en mesure de redresser la barre, en matière de pouvoir d'achat et d'emploi. C'est même son intérêt. Elle est même capable de faire quelques réformes. Car le nouveau Parti socialiste a gardé ses antiques traditions, créant ou conservant ses clientèles. On fera donc, avec Charles Hernu, du corporatisme militaire — à la place d'une politique de défense nationale. Et on créera des postes de fonctionnaires — sans doute pour mieux planifier l'autogestion.

Rien, donc, qui puisse troubler le sommeil du patron, et déranger ses affaires. La révolution n'est pas du côté de la gauche, et la droite se révèle incapable d'enrayer sa marche vers le pouvoir. Double imposture qui n'empêchera pas, d'un côté comme de l'autre, la violence et la haine nées d'une guerre civile sans cesse recommencée.

Pour concilier les camps, il faudrait autre chose que l'ombre d'un Président ou le pauvre espoir d'un changement d'équipe et de style : un arbitrage vrai, un pouvoir indépendant, une légitimité populaire. Alors on pourrait commencer à parler sérieusement de révolution.

Bertrand RENOUVIN